

Nous sommes fatigué-es. A chaque nouvelle instance nous commençons par faire des listes : listes des établissements où les conditions de travail se détériorent, des collègues qui ne se reconnaissent plus dans leur métier, qu'ils et elles soient AESH, CPE, assistantes sociales, enseignant-es, AED, psyEN, territoriaux, infirmières... ; liste des annonces de réformes toutes autant rétrogrades les unes que les autres, sans aucune prise avec le terrain, qui tombent sur les services ministériels et académiques qui jouent le jeu d'un pouvoir en perdition qui n'a plus que sa comm désastreuse et tournée vers la droite et l'extrême-droite pour exister, pour finalement arriver sur les travailleuses et les travailleurs, qui en sont réduits à lutter pour se faire entendre, ou bien accepter, ou bien partir. Dans les trois cas, beaucoup de fatigue, et un sentiment de gâchis.

Car nos élèves valent bien mieux que ça. Eux et elles aussi sont sur des listes. Des listes de classes qui ne cessent de s'alourdir, des listes de « structure », qu'on essaie de maintenir faible de façon illusoire car, de toutes manières, l'école publique n'est pas financée à hauteur de la nécessité et du besoin de nos élèves. L'an prochain ils et elles seront sur des listes séparées, en « groupes de niveaux », ajoutant à la stigmatisation d'être dans des collèges du 93 sous-dotés, critiqués par la classe politique et les médias droitiers car territoire jeune et d'immigration, la stigmatisation d'être dans un groupe des élèves « à besoin », ou « faibles », ou « en difficulté »... Peu importe le nom qu'on donnera, il fera perdre un peu plus de confiance à nos élèves qui ont surtout besoin d'être moins nombreux dans toutes leurs heures d'enseignement, mais dans des classes mixtes et hétérogènes, où les personnels d'enseignement et d'éducation peuvent prendre le temps de s'adapter à chaque élève, de discuter, d'échanger, bref d'être dans un rapport réel et utile avec lui ou elle. C'est impératif si l'on veut parler d'émancipation pour nos élèves.

Tout ce qu'on leur promet, actuellement, c'est une mise au pas de nos élèves, une uniformisation patriotarde rance, où chaque élève est habillé du même uniforme triste et doit chanter chaque matin l'hymne dans un élan de fierté national (ou nationaliste) au SNU, où il se fera en fait surtout humilier, intimider, « dresser » s'il ne correspond pas au parfait petit enfant imaginaire rêvé par les partisan-es de l'ordre.

Tout cela est en complet désaccord avec à la fois les acteurs et actrices du terrain, et la recherche en sciences de l'éducation. Cela nous semble absurde, pourquoi ne pas écouter les syndicats, les élu-es des personnels, les collègues qui s'expriment chaque jour contre ces mesurette, et demandent des choses simples : de l'argent pour rénover nos établissements, pour recruter pour faire baisser le nombre d'élèves par classe, des pôles vie scolaire et médico-sociaux complets, pour permettre une inclusion de tous et toutes nos élèves ? Les milliards sont là, versés chaque année aux entreprises. Ils peuvent permettre de revaloriser les salaires, la reconnaissance et les conditions de travail nécessaire à rendre de nouveaux nos métiers attractifs. Les revendications que notre intersyndicale CNT, CGT, FSU et Sud portent ne sont pas plus compliquées que cela. Elles doivent être acceptées.

La réponse, répétée sans cesse et *ad nauseam* (petit hommage latin à mon prédécesseur M. Nicolas), devient insupportable : « le pacte, le pacte, le pacte ». Non, nous refusons, avec force, certitude et conviction, tout ce qui ressemble à un « travailler plus pour gagner plus de primes non-socialisées qui participent à l'individualisation du métier, à la détérioration des conditions de travail et du statut de

fonctionnaire, et ne présente strictement aucun intérêt pédagogique ». Ce pacte ne sert qu'à jeter un ridicule pansement sur les absences de professeur·es (qui, on le répète, sont moins nombreuses que chez le reste des salarié·es, privés comme publics). Il met les collègues en compétition, comptant sur les plus précaires et forcé·es de signer pour un complément de salaire à très court terme. Il renforce l'inégalité hommes-femmes. Il va seulement servir à justifier que les heures nécessaires à la mise en place des groupes de niveaux ne soient pas donnés en nombre suffisant dans les DHG sans que les marges, déjà si faibles, ne soient totalement rongées.

Les groupes de niveaux, il faut en parler même si c'est aberrant de devoir y sacrifier tant de temps. Nous allons donc devoir voir nos élèves triés, nos emplois du temps saccagés, les murs de nos salles magiquement repoussés pour faire rentrer des groupes de 29 élèves supposés sans besoins, nos pratiques pédagogiques lissées et notre liberté pédagogique remise en cause, tout ça pour une lubie présidentielle contre-productive. Les équipes pédagogiques, dans toute la diversité de leurs métiers et de leurs formations, travaillent très dur depuis des années pour mettre en place des accompagnements spécifiques, connaissant leurs élèves et leur spécificité, et ce malgré le recul des moyens. C'est une nouvelle claque que de sous-entendre que rien de ce qui a été fait jusqu'ici ne fonctionne, et que les groupes de niveaux vont tout régler magiquement. Cette pensée est d'un simplisme confondant. Elle consacre une rupture d'égalité sans précédent entre nos élèves et entre les établissements.

Il nous semble que l'on nous ordonne chaque jour un peu plus de n'être plus que des acteurs et actrices du tri social de nos élèves. Ceux et celles de Seine-Saint-Denis présentent des difficultés scolaires particulières en raison de l'abandon de l'Etat de ce territoire plus pauvre et plus ségrégué que les autres. Le préjugé raciste de présomption de séparatisme les affecte d'autant plus. Nous n'oublions pas que notre Premier ministre est celui qui a été obsédé pendant 2 mois par un vêtement porté par des milliers de nos élèves sans qu'elles n'aient aucune autre volonté que de s'habiller comme elles l'entendaient. Il a multiplié les mensonges pour justifier cette loi raciste, qui exclue de l'école publique des jeunes filles sans aucune raison autre que, à nouveau, plaire à l'extrême-droite et sa théorie du complot.

De toute manière, il est clair que ce gouvernement ne s'intéresse finalement que de loin à l'école publique. L'éducation nationale n'a pas de ministre à son nom. Elle a à sa tête une milliardaire qui va s'affairer surtout à la catastrophe annoncée des JOP, participant avec le sourire au désastre social et écologique qu'est cet évènement, qui se sert du 93 et de ses habitants sans lui donner grand-chose en retour. Cette ministre qui ne fait que mentir sur l'école publique, et s'évertue à défendre l'école privée, qui coûte tant à l'Etat et qui a le droit, semble-t-il, de former ses élèves au séparatisme en allant à l'encontre des lois de la république et des principes de base d'égalité et de fraternité. Nous réclamons la nationalisation totale de l'école privée. Ainsi ces élèves pourront suivre de véritables cours d'éducation à la santé et la sexualité, dont la CGT réclame une mise en place systématique et un vrai financement tout au long de la scolarité de nos élèves.

Si certain·es directions sont au côté des équipes pédagogiques pour tenter de freiner ces innombrables attaques contre notre service public, trop sont encore formées au *New Public Management*, faisant passer en force des consignes et refusant toute forme de démocratie interne et de respect du bien-être au travail.

Plutôt que des listes, laissez-nous du temps : du temps de concertation entre tous·tes les acteurs du collège ; du temps individuel avec nos élèves mais aussi du temps collectif en vie de classe ; du temps pour manger, se détendre, s'amuser, créer du lien ; du temps pour accompagner, soutenir, approfondir le travail de nos élèves sans les stigmatiser ; du temps (et un statut au passage) pour l'accompagnement des élèves en situation de handicap ; du temps pour rencontrer les familles ; du temps pour l'accompagnement psychologique, médical, social de nos élèves et des travailleur·ses ; du temps pour choisir son orientation et profiter du collège, loin de la considération de l'école comme antichambre du travail salarié ; du temps pour découvrir, pour sortir et pour voyager.

Ce temps doit être prévu et payé. Cela est urgent, particulièrement dans notre département sous-doté. C'est une mesure de justice envers nos élèves. C'est pourquoi la CGT en intersyndicale avec la CNT, FSU et Sud éducation demande un plan d'urgence pour le 93.